

FAUT-IL TOUJOURS DIABOLISER LA N-VA ?

Les nationalistes flamands suscitent polémique sur polémique avec leurs provocations calculées sur l'islamisme radical. Mais, même s'il a choqué, Jan Jambon est de plus en plus populaire en Wallonie. La N-VA dérape-t-elle ? Ou pointe-t-elle les vrais problèmes ?

PAR OLIVIER MOUTON

Ce sont des provocations à répétition. Ou du parler vrai, selon les points de vue. Il n'est pas une semaine sans que l'un des ténors de la N-VA ne fasse une déclaration source de polémique. Des multirécidivistes ! Que l'on se rappelle, dès le début de la législature, les affirmations de Jan Jambon selon lesquelles certains avaient eu « des raisons » de collaborer avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Ou, l'an dernier, les propos peu amènes du président Bart De Wever sur les berbères, sans oublier son bras droit, Liesbeth Homans, qualifiant le racisme de notion « relative ».

La N-VA dérange. A dessein. Depuis le début de l'année, le rythme s'est accéléré avec l'exigence d'une révision de la Convention de Genève en pleine crise de la migration et la « colère » de Bart De Wever sur ces « gens qui sont nés ici » et commettent un attentat. Sans oublier les tweets style Far West du secrétaire d'Etat à l'Asile, Theo Francken. Ni la nouvelle sortie du vice-Premier Jan Jambon, qui a provoqué un débat houleux – pas que sémantique... – sur la « part significative de la communauté musulmane » qui aurait dansé après les attentats de Bruxelles.

Faut-il lui clouer le bec, à la N-VA, dénoncer ses arguments ? Ou met-elle le doigt sur les vrais problèmes, en brisant les tabous ? La réponse est plus nuancée qu'il n'y paraît...

→ Carl Devos : « La langue des gens en Flandre »

« Oui, il faut prendre la N-VA au sérieux : elle parle la langue des gens en Flandre, entame Carl Devos, politologue à l'université de Gand. Elle donne une expression à l'inquiétude des gens. Et elle le fait d'une autre manière que le Vlaams Belang, plus sérieuse et plus équilibrée. Quand Jan Jambon dénonce l'attitude d'une partie significative de la communauté musulmane, il complète cela par un appel à collaborer pour éradiquer le radicalisme. C'est une dualité qui n'existe pas à l'extrême droite : le Belang est contre les musulmans, sans nuances. »

Bien sûr, souligne le politologue, il s'agit d'une stratégie concertée. « Mais ce n'est pas un show ou une posture électoraliste. Jambon, Francken, Homans et De Wever pensent ce qu'ils disent. Leur constat, c'est que l'intégration a en partie échoué et que nos valeurs, nos libertés sont en danger. La N-VA est un parti pour lequel l'identité est importante. Jusqu'ici, la menace était francophone, elle vient désormais, à leurs yeux, d'une population qui vit en Flandre, sujette au radicalisme musulman. » Une stratégie qui mérite, pour lui, d'être prise en considération : « La N-VA reste le rempart le plus fort contre le Vlaams Belang. »

Denis Ducarme : « Il ne faut pas tout rejeter »

Allié de la N-VA au sein du gouvernement fédéral, le MR souffle le chaud et le froid. En mars dernier, son président Olivier Chastel avait fait part de son agacement : « De Wever a beau aboyer, ses ministres ne font que respecter l'accord de gouvernement. » Après les déclarations de Jan Jambon, Denis Ducarme, chef de groupe MR, est davantage positif : « On est libre de ne pas prendre tout ce que la N-VA exprime au sujet du radicalisme musulman, mais on ne peut certainement pas tout rejeter. Comme l'a proclamé Charles Michel : pas d'amalgames ni d'angélisme. Il ne faut pas généraliser, mais ne pas replonger non plus dans le déni. Il y a eu un manque de lucidité dans la classe politique par rapport à certains phénomènes. »

Le chef de file libéral se réjouit que la commission d'enquête parlementaire sur les attentats de Bruxelles ait à son ordre du jour la montée du radicalisme et la politique d'intégration. « Il est utile de voir si nous avons été à la hauteur. » C'est une forme d'hommage posthume à son père, Daniel : celui-ci avait affirmé, lorsqu'il était président du MR, que « l'intégration était un échec » – c'était en 2002, et cela avait suscité une levée de boucliers... « La politique que nous menons actuellement

au gouvernement fédéral est importante, et elle aurait dû arriver depuis longtemps, scande Denis Ducarme. Au MR, nous pensons qu'il faut combattre le radicalisme sans relâche. Et que la majorité des musulmans sont nos alliés pour mener cette lutte. »

Bref, non, le MR n'est pas embarrassé par les saillies de la N-VA car elle dit tout haut ce que certains militants pensent tout bas. Denis Ducarme a pu, en outre, constater la popularité de Jan Jambon en Wallonie, lors d'une intervention commune à l'université de Namur devant un auditoire bondé, le 18 avril. « J'ai posté une photo avec lui sur les réseaux sociaux et les "like" ont explosé, sourit-il. Cela ne m'empêchera pas de dire quand je ne suis pas d'accord avec eux. Nous sommes en majorité avec la N-VA, nous ne sommes pas un parti... »

Mischaël Modrikamen : « Nous sommes en guerre »

Au sud du pays, seul le Parti populaire joue la surenchère. « La N-VA veut en finir à sa manière avec le politiquement correct, ce n'est pas nous qui allons critiquer cela, indique son homme fort, Mischaël Modrikamen. Je constate qu'une grande majorité de la population est d'accord avec Jan Jambon. Les cris d'orfraie poussés par une majorité des politiques francophones sont à côté de la plaque. Oui, une part "non négligeable" de la population musulmane est radicalisée et se réjouit des attentats. Ne pas le voir, c'est nier la réalité. » Et d'asséner : « Nous avons des solutions très claires. La priorité? Ecarter les djihadistes, qui ne doivent pas revenir au pays. C'est une folie de ne pas l'avoir fait plus tôt : nos politiques ont du sang sur les mains ! »

Laurette Onkelinx : « Un signe de fragilité »

Loin de ces tonalités guerrières, l'opposition francophone a dénoncé avec force une « stigmatisation de la communauté musulmane » par la N-VA. Olivier Maingain, président de DéFI, compare cela avec des « méthodes d'extrême droite ». « A partir du moment où la N-VA n'est pas sous cordon sanitaire, elle a le droit d'être entendue, tempère Laurette Onkelinx, cheffe de groupe PS à la Chambre. Le gros problème, c'est que l'écho des propos de Bart De Wever et des siens est hors de proportion. Il y a une surmédiation de la N-VA. »

La N-VA, embraie Laurette Onkelinx, n'est plus un contre-pouvoir, elle est au gouvernement depuis un an et demi. « Or, on a l'impression qu'ils sont en permanence un pied dedans, un pied dehors. C'est aussi l'expression de leur fragilité actuelle. Ils affirmaient qu'ils remettraient de l'ordre. Or, au niveau budgétaire, cela se passe mal. En ce qui concerne la croissance économique, nous sommes en dessous de la moyenne européenne. Et en matière de sécurité, l'actualité ne sert pas leur thèse. Ils ont d'ailleurs accepté que l'on diminue les moyens budgétaires consacrés à la police et à la justice – ce sera discuté lors de la commission d'enquête. »

L'appel lancé par Jan Jambon au Parlement de collaborer avec l'opposition dans la lutte contre le radicalisme? « Il n'en est pas à sa première provocation. Dès lors, cela me semble un peu compliqué de répondre "oui", la bouche en cœur. Non, ce n'est pas possible... »

Raoul Hedebouw : « Polariser pour faire diversion »

« Je ne crois pas du tout à des erreurs de communication, enchaîne Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB. Il y a clairement une stratégie bien pensée de polarisation de la société. Ils prônent une vision élitiste, c'est l'apologie de la loi du plus fort. » Ce faisant, la N-VA « rentre dans le jeu de Daech, qui cherche à semer la désunion. Mais dans le chef de la N-VA, il s'agit surtout de polariser pour faire diversion, poursuit-il. Elle doit faire des provocations de plus en plus fortes pour tenter de changer l'agenda politique. De Wever et Jambon veulent imposer leur thèse raciste pour faire oublier leurs déboires en matière de gestion. Mais cela ne marchera pas ! »

Patrick Charlier : « Aucun sujet n'est tabou »

Avec ses déclarations chocs, la N-VA divise. Mériterait-elle qu'on la fasse taire, y compris par des recours en justice pour racisme? « A priori, aucun sujet n'est tabou, rétorque Patrick Charlier, président du centre interfédéral Unia, successeur du Centre pour l'égalité des chances. On peut parler de toutes les questions, y compris celles, difficiles, liées à l'échec de l'intégration, au discours d'une communauté, à la sécurité, à la crise de l'Europe... Quand on est responsable politique, ce sont des thématiques dont on doit s'occuper ! »

Le président d'Unia regrette la dernière sortie en date de Jan Jambon, sur la forme, tout au moins : « On ne nie pas le problème, c'est une réalité : nous avons reçu deux signalements de personnes qui ont exprimé leur soutien aux terroristes. Tous les acteurs de terrain vous diront qu'il y a parfois une forme de complaisance. On doit pouvoir en parler. De là à dire qu'une part "significative" a dansé, sans se justifier... Quand on est ministre de l'Intérieur, on doit être prudent. Ce ne sera pas de nature à l'aider dans sa mission de maintien de l'ordre. »

Pas question, pour autant, d'aller en justice. « Notre principe de départ, c'est la liberté d'expression, conclut Patrick Charlier. Nous sommes très réticents à déposer plainte, même si nous recevons des notifications, à l'encontre de la N-VA comme à l'encontre d'autres partis. La dernière fois que nous y avons donné suite, c'était pour faire condamner Laurent Louis pour un négationnisme avéré, sous l'ancienne législation. »

La N-VA n'est dès lors pas hors la loi. En la diabolisant systématiquement, n'escamote-t-on pas un vrai débat, sensible, sur les racines du radicalisme, notamment ? En multipliant les provocations, ne contribue-t-elle pas à empêcher toute approche sereine de réalités urgentes, prioritaires, et complexes ?

En attendant, ce lundi 25 avril, Jan Jambon se faisait applaudir au Parlement européen pour avoir défendu les musulmans belges face à une eurodéputée d'extrême droite. ♦

« Bart De Wever doit donner l'impression d'être à la fois dans et contre le système »

« C'EST POUR L'INSTANT UN PARTI DE DROITE CONSERVATRICE »

Le parti de Bart De Wever n'est pas à l'extrême droite. Il ressemble plutôt aux Républicains français ou aux Tories britanniques, soutient le politologue Jérôme Jamin. Mais il devra se réinventer à court terme.

ENTRETIEN : OLIVIER MOUTON

Jérôme Jamin, professeur de sciences politiques à l'université de Liège et spécialiste des mouvements populistes, décrypte la stratégie actuelle du parti nationaliste flamand.

La N-VA multiplie les provocations. Son discours est-il à la lisière de l'extrême droite ?

Elle a réussi à rassembler le mouvement nationaliste flamand autour d'un discours en rupture avec l'extrême droite historique, héritière des années 1930. Ça ne veut pas dire qu'elle n'a pas un discours musclé sur l'immigration et que certains membres et ministres n'ont pas eu, ou n'auront pas, des propos xénophobes ou islamophobes. Mais si on juge un parti par son action sur une dizaine d'années, la N-VA apparaît avant tout comme un parti de droite conservatrice, à l'image des Tories britanniques ou des Républicains français, deux partis qui sont d'ailleurs, de façon cyclique, concernés par l'un ou l'autre propos raciste.

Mais cette situation évolue. Notamment parce que le Vlaams Belang a su s'inspirer d'une partie de ses homologues au sein du groupe Europe des nations et des libertés du Parlement européen, notamment le Front national français et le Parti pour la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas. Tous ces partis ont profondément changé leur discours sur l'immigration, l'identité, la nation et les frontières en les intégrant dans un cadre général qui s'oppose, d'une part, à l'Union européenne « mondialiste », d'autre part, à « l'islamisation » de l'Europe géographique. La première est perçue comme responsable de la crise des réfugiés et de la perte d'une certaine indépendance économique et monétaire, la seconde – la prétendue islamisation – se substitue aux vieux discours

racistes sur « l'immigré voleur » ou « l'étranger qui prend le travail des Belges ». La N-VA devra trouver sa place entre ce Vlaams Belang nouvelle mouture et les autres. En tant que parti de gouvernement, l'enjeu est de taille pour les prochaines élections.

La N-VA ne cesse de rejeter la faute sur le passé, la gestion du PS, le « laxisme » à Molenbeek, l'échec de l'intégration... Trop facile ?

Elle a construit son offre politique, ces dix dernières années, contre « l'Etat PS », dans une perspective proche de ce que l'on appelle le *producerism* aux Etats-Unis, du mot *producer* (celui qui produit quelque chose). C'est une forme particulière de populisme de droite qui se représente le peuple comme foncièrement travailleur, et pris en étau par des profiteurs paresseux. L'idée majeure du *producerism*, que l'on retrouve par exemple au Tea Party, c'est qu'il existe une solidarité, ou au moins une connivence entre les profiteurs situés en haut et en bas de l'ordre social. Lorsque le PS était au pouvoir au niveau fédéral, la N-VA évoquait un peuple flamand courageux écrasé par l'Etat PS, aux commandes du fédéral, et les profiteurs du sud, les Wallons, en bas de l'échelle sociale. Cette rhétorique, extrêmement efficace avant l'arrivée du gouvernement Michel, ne tient plus du tout. A la décharge de la N-VA, il n'est pas évident de se réinventer en si peu de temps. Reste donc la solution dite du « droit d'inventaire » : le droit de prétendre que les problèmes auxquels sont confrontés les ministres N-VA sont une conséquence du passé. Le droit d'inventaire avait été

jadis invoqué en France par Lionel Jospin (PS), ce n'est donc pas une marque spécifique de la droite nationaliste.

Le président de la N-VA ne substitue-t-il pas sans cesse la légitimité nationaliste de la Flandre à celle, compliquée, d'une Belgique fédérale critiquée ?

Bart De Wever est confronté à trois problèmes majeurs, qui expliquent beaucoup de choses.

Un : un peu comme Berlusconi entre 2001 et 2011, il doit donner l'impression d'être à la fois dans le système et contre le système. Il doit faire coexister un discours contre la Belgique

fédérale et contre les partis traditionnels, avec celui de président d'un parti de gouvernement fédéral dont plusieurs personnalités dirigent des ministères très importants. Tous les partis d'opposition qui se veulent alternatifs et se retrouvent un jour au pouvoir sont confrontés au même problème. Je pense à Ecolo qui, de façon cyclique, doit jongler avec ça : parti différent, parti de gouvernement ! A la N-VA, la tâche est plus difficile : son programme repose sur le démantèlement de structures qu'elle est désormais chargée de gérer.

Deux : le nationalisme implique un retour de l'autorité. Dans le cas belge : soit au niveau fédéral, ce qui est complètement contraire au programme de la N-VA, soit au seul niveau flamand. Ce qui ne réglera absolument rien au terrorisme, sauf à créer une administration douanière, des tribunaux, une police et des services secrets flamands, et établir une frontière

entre la Flandre et la Wallonie, idée absurde que personne n'évoque, sauf à très long terme !

Trois : comment, dès lors, continuer à défendre le niveau régional comme niveau idéal du développement de la Flandre ? Les flux de migrants et l'accueil qu'il faut organiser, les conflits au Moyen-Orient, le contrôle des frontières ou la menace terroriste apparaissent comme des enjeux qui peuvent en partie être réglés au niveau national, mais surtout, et parfois exclusivement, au niveau de la coopération entre Etats, voire de l'Union européenne.

Une Europe en crise...

S'il y a bien un problème qui concerne toute la classe politique, c'est son incapacité à reconnaître sereinement les limites de son contrôle sur notre destin. Tout le discours sur « l'analyse de la menace » témoigne de cette incapacité. Au lieu de reconnaître une certaine impuissance face au risque, on fait croire qu'on maîtrise son importance ou son imminence : risque élevé, risque faible, etc. C'est un procédé rhétorique grossier pour éviter de reconnaître qu'on ne contrôle pas totalement la situation. Ce jeu, qui consiste à entretenir l'illusion de la maîtrise, est très dangereux parce que, pour les terroristes, une seule victoire jette le discrédit sur l'ensemble de l'Etat pour plusieurs années. ♦

L'ADN DE SON LANGAGE MÉDIATIQUE

Des linguistes analysent, pour Le Vif/L'Express, les polémiques déclenchées par Bart De Wever sur les plateaux télé ces dernières années. Constante : le discours est celui du représentant du bon sens. Et du plus grand nombre.

PAR PIERRE JASSOGNE

Bart De Wever sait ce que « parler cash » veut dire. « Sur un plateau, son langage et les thèmes qu'il aborde sont populaires, relève Martina Temmerman, professeure d'analyse du discours à la VUB. Ça n'a pas toujours été le cas : il est devenu de plus en plus concret, connaissant fort bien ce qui préoccupe ceux qu'on regroupe sous le terme de "Flamand moyen" et se présentant comme l'homme qui peut défendre leurs intérêts dans un monde en crise. Mais en restant raisonnable, en mettant en avant sa compétence, en s'affichant comme l'homme du bon sens. Ce qui renforce sa crédibilité, c'est qu'il n'assène pas ses positions comme des expressions personnelles mais comme des raisonnements rationnels.

Ça ne l'empêche pas de jouer sur les angoisses de certains, mais il le fait avec des arguments, des chiffres, comme lorsqu'il évoque la criminalité à Anvers ou la politique de l'asile en Europe... »

Une des caractéristiques du discours N-VA en télévision, et singulièrement de celui de son président, outre le néerlandais « très standard », alors que c'est la *tussentaal* (compromis entre tous les dialectes) qui domine en Flandre, c'est qu'il se tient au nom du groupe. « Un moyen efficace d'être toujours certain d'avoir raison, d'être dans le bon camp, en prétendant que les

situations à problème sont toujours la faute des autres, poursuit Martina Temmerman. Que ce soient les francophones, les socialistes, les syndicats, les chômeurs ou les étrangers. De Wever et les siens apparaissent ainsi en hommes d'Etat qui

abordent les sujets difficiles en prenant des décisions musclées dans un pays qui s'évapore ou dans une Europe où l'arrière-porte n'est pas fermée pour les migrants. Ça crée un sentiment d'appartenance, un esprit de groupe plus fort, qui dépasse le cadre des seuls électeurs N-VA et touche une partie importante de l'opinion publique, vu la caisse de résonance qu'ont ces propos. »

Julien Perrez, professeur de langue et linguistique néerlandaise à l'ULg, confirme : « Rappelez-vous la polémique déclenchée après la présentation de sa politique de répression des drogues à Anvers où il en appelait, sur la VRT, au tout-répressif : De Wever tenait un dis-

cours très musclé à l'égard des dealers et des consommateurs mais, comme pour d'autres sujets, à l'instar de la question du tee-shirt arc-en-ciel homosexuel, c'était présenté pour le bien commun ou pour une question de bon sens. C'est systématique. »

Et adaptable à toutes les thématiques : « Prenez les migrants et les francophones, avance Philippe Hilgsmann, professeur de langue et linguistique néerlandaise à l'UCL ; on peut remplacer mot pour mot les critiques à l'encontre des uns pour les appliquer aux autres. C'est un seul et même combat, qui permet de considérer comme un problème toute mesure de protection à l'égard de toute minorité. » ♦

DÉCRYPTAGE DU DISCOURS INTERNE

Comment la N-VA parle-t-elle à ses membres quand elle se réunit en interne ? Analyse du discours des dirigeants durant les réunions réservées aux militants. Auxquelles nous étions présents.

PAR DOMINIQUE DEWAELE

Les membres de la N-VA qui participent aux réunions sont majoritairement des hommes, quinquagénaires et issus de la classe moyenne. On y retrouve extrêmement peu d'étrangers. Les soirées se déroulent dans une ambiance bon enfant. Avec le même scénario. En introduction, les leaders (Bart De Wever, Liesbeth Homans, les ministres...) appellent à soutenir de bonnes causes. L'équipe N-VA, qui a couru aux 10 miles d'Anvers, récolte ainsi plus de 20 000 euros pour une association d'aide aux handicapés. Les cadors du parti présentent ensuite les avancées réalisées à l'aide de tableaux chiffrés. Enfin, séance de questions - réponses.

La sécurité et la lutte contre la drogue sont abordées chaque fois. CD&V, PS, syndicats et médias en prennent toujours pour leur grade. Lors du blocage du port d'Anvers, en décembre 2014, De Wever affirmait donc que les syndicats provoquaient la « destruction pure et simple d'entreprises ». Et, de... Philippe Courard, pour sa gestion de l'immigration lorsqu'il était secrétaire d'Etat, à Philippe Moureaux, pour sa gestion de Molenbeek, aucun socialiste francophone n'est épargné.

Dans ses discours, Bart De Wever utilise systématiquement le concept de « Lumières » qu'il oppose à « l'obscurantisme ». Exemple sur l'intégration des allochtones : « Si les différences culturelles continuent à s'accroître, où

allons-nous aboutir ? Arriverons-nous à accompagner ces personnes vers les Lumières grâce au pragmatisme ? » Il n'hésite pas à contrarier certains militants. A Hoboken, en septembre 2015, un membre lui demande s'il y aurait de nouveaux financements pour des mosquées à Anvers. Réponse de De Wever : « J'ai l'impression que ça ne vous plaira pas mais, oui. Je préfère une mosquée reconnue qui soit financée, car je peux la contrôler. » A un autre : « Il y a une centaine de milliers de musulmans à Anvers et la manière dont ils vont pratiquer leur religion fait partie de notre culture, que cela vous plaise ou non. » Sur l'institutionnel, les dirigeants « n'oublient pas » le confédéralisme mais répètent qu'il est « impossible d'y arriver au cours de cette législature ».

Bart De Wever rappelle que le « changement » est en cours, sans jamais céder au triomphalisme : le nombre de vols avec violence n'a-t-il pas diminué de moitié depuis le début de son mandat à Anvers, fin 2012 ? « Nous avons bien progressé mais le chemin est encore long. ». Le journaliste Ivan De Vadder l'élit en septembre 2015 « l'homme le plus puissant de Flandre » ? « Ce n'est pas un cadeau, les Flamands sont fans de Poulidor, l'outsider. »

L'ironie, en revanche, est toujours là. Ainsi, après la polémique suscitée par son départ, en Porsche, d'une réunion, en 2014 : « On nous décrit souvent comme un parti qui met sous pression la classe moyenne au profit des superriches... C'est vrai que, quand on regarde les voitures garées ici, on ne voit que des Rolls-Royce, des Mercedes et des Porsche ! »

Un discours très peu incendiaire, en définitive. ♦

Il n'hésite pas à contrarier certains militants